dollars d'ici à la fin de mars 1969; il soutiendra encore 40 millions de dollars avant le 31 mars 1970. Ensuite, il calme le pauvre contribuable en lui disant: «Cela peut faire tort à certains. Vous serez peut-être obligé de vous passer de nécessités pour vous et votre famille. Vous devrez peut-être emprunter des compagnies de finance mais, à la longue, vous en éprouverez du bien-être, à cause de l'étiquette que porte la bouteille»—l'étiquette du progrès social. A-t-on jamais entendu parler d'une chose plus ridicule? Nous disposons aussi d'autres étiquettes de sirop calmant: «la société juste» et «les chances égales», qui désignent toutes des tranquillisants.

Au sujet de l'impôt de 2 p. 100, examinons le premier tableau reproduit à la page 1693 du hansard. Le contribuable marié et père de deux enfants, qui gagne \$100 par semaine et paie actuellement environ \$7.50 d'impôt par semaine, verra son impôt augmenter de \$46 par année, soit d'à peu près \$1 par semaine, ou de 12 p. 100. Comparons cet impôt avec celui que versera le contribuable qui gagne \$25,000 par année ou \$500 par semaine. Son impôt est majoré de \$120. Son taux global d'imposition était auparavant d'un peu moins de \$8,000; par conséquent, la hausse dans son cas est d'environ 1½ p. 100. Pour celui qui gagne \$25,000 par année la majoration est de 1½ p. 100, mais pour celui qui gagne \$5,000 par année, elle est de 12 p. 100. C'est ainsi dans la société juste.

Je rappelle à la Chambre que cet impôt s'ajoute à la surtaxe de 3 p. 100 qu'avait annoncée le ministre précédent des Finances le 30 novembre 1967. Elle devait être temporaire. On la qualifiait ainsi, monsieur l'Orateur, mais elle vaut toujours. Comme tous les députés, j'en suis sûr, j'ai rencontré beaucoup d'opposant à cette augmentation de 2 p. 100. Je conteste le droit du ministre de la faire passer sous l'étiquette d'impôt de progrès social à moins qu'il n'en garde les recettes dans un compte séparé et de les affecter à cette seule fin.

J'aimerais maintenant faire quelques remarques sur l'impôt exigé des sociétés d'assurance-vie et ses répercussions pour le contribuable. Lorsque nous imposons ces compagnies, ce que nous ne faisons pas auparavant, croyez-vous pour un instant, vous tous qui m'entendez, qu'un tel impôt n'augmentera pas le coût des services de ces sociétés? Ne savez-vous pas tous que cela signifiera des primes plus élevées pour l'assurance dont les gens ont besoin, surtout dans le cas des familles où les enfants sont jeunes ou n'ont pas terminé leurs études? Il n'y a pas de doute là-dessus.

J'envisage également avec une certaine angoisse le fait que les dividendes payés sur une police d'assurance seront imposés. C'est vraiment un impôt sur l'épargne. Les particu-

liers, d'une façon générale, achètent les polices d'assurance-vie dites à participation afin d'avoir part aux profits d'une compagnie d'assurance et de voir de petites sommes créditées à leurs polices. En général, celles-ci n'ont pas été taxées dans le passé, mais elles vont l'être à l'avenir. Je le répète, c'est vraiment un impôt sur l'épargne. Certaines personnes en accusent les ordinateurs; moi, je blâme le gouvernement. Les ordinateurs ne mettent pas au point des politiques. Ce sont tout simplement des instruments dont on se sert pour percevoir les impôts.

Le même principe vaudra pour les intérêts payés par les banques sur les épargnes. Maintenant, les banques devront rendre compte de tout paiement d'intérêt dépassant \$10. Je crois que, précédemment, le montant était de \$100. Ici encore, nous avons un impôt sur l'épargne et c'est encore le pauvre contribuable qui va écopier.

L'assurance est une protection indispensable dans notre société. Elle contribue à améliorer et à renforcer le moral des gens. Les gouvernements, à tous les niveaux, devraient encourager les particuliers à songer à assurer leur propre avenir ainsi que la protection individuelle de leur femme et de leurs enfants.

Le ministre a ensuite annoncé une diminution des réserves permises aux banques et aux sociétés de fiducie, ce qui, à son avis, devrait accroître les recettes de 45 millions de dollars en 1969-1970. C'est vraiment ce qui s'appelle râcler les fonds de tiroir. Nous nous sommes longtemps vantés de notre système bancaire. Nous avons répété sur tous les tons que nous étions passés, au début des années 30, par la pire crise de l'histoire mondiale sans que nos banques aient connu la faillite. Aujourd'hui, à l'époque de la société d'abondance, nous disons aux banques: «Vous n'avez plus besoin de si grandes réserves; nous allons vous les enlever à coups d'impôts et si les temps redeviennent durs, peut-être ferez-vous faillite». Quelle politique!

• (4.10 p.m.)

Avant de laisser la question des contribuables, j'aimerais relever la déclaration du ministre, selon laquelle on recueillera les fonds nécessaires à l'exercice financier de 1969-1970 en devançant la date d'échéance des versements de l'impôt sur le revenu des sociétés. La belle affaire. Le ministre essaie de faire croire que chaque société est comme l'International Nickel, une gigantesque entreprise qui n'a qu'à porter ses millions de dollars de trop au crédit de la Banque du Canada. Il existe encore des petites entreprises familiales. Elles se constituent en société pour qu'à la mort du fondateur le commerce puisse passer aux mains de l'héritier ou des